«Nous considérons qu'ici, dans cette assemblée, la question des besoins des populations et des territoires doit primer sur toute autre considération.»

Hélène Balitout, conseillère départementale, présidente du groupe communiste et républicain, le 25/10/2017.

L'assemblée départementale a choisi le nouvel exécutif départemental. Cependant, avant de m'exprimer sur cette actualité, il me semble obligatoire qu'un mot soit dit, aujourd'hui dans notre assemblée, de la libération de la parole des femmes pour ce qui concerne le harcèlement et les violences qu'elles subissent. Il est des limites dont le franchissement relève de l'agression. Ces limites franchies, il faut les dénoncer, tous ensemble. C'est pourquoi, toutes les collectivités, quelles qu'elles soient doivent se saisir de cette actualité pour en débattre et y donner suite. Tout l'enjeu consiste à rendre visible les difficultés que rencontrent certaines femmes aujourd'hui dans l'espace public ou au travail, autant qu'à dénoncer les violences dont elles sont parfois les cibles. Nous avons envers toutes les femmes victimes de discriminations et de violences un devoir de reconnaissance et de solidarité. En évoquant le sujet, aujourd'hui dans cette assemblée, j'espère y contribuer modestement. Plus largement, dans des proportions différentes, c'est la question de l'égalité entre les femmes et les hommes qui se pose. J'ai moi-même alerté cette assemblée à de multiples reprises, dans de nombreuses interventions sur cet enjeu. Nous avions indiqué à cet égard qu'il était regrettable de constater la parité lors des élections, mais pas la parité des responsabilités, en éclairant le peu de femmes amenées à exercer des fonctions importantes dans les collectivités. J'avais personnellement regretté, parfois, la distribution de la parole publique, voyant certains hommes cannibaliser celle-ci, parfois en doublant par ailleurs l'intervention des femmes, lorsqu'elles avaient pris la parole.

«La place des femmes en politique doit s'affirmer comme une nécessité pour nous tous.»

L'équilibre entre nous, entre les femmes et les hommes, suppose un effort commun. Une compréhension de ce qu'est la société française en 2017 et de ce qu'elle va devenir : une société où doit s'établir l'égalité dans les droits, les responsabilités et les fonctions. J'ai eu la chance pour ma part d'être encouragée par le maire de ma commune, puis par le député de ma circonscription et enfin par mon groupe. Je dois le mentionner avec reconnaissance. Mais cela ne me fait pas perdre de vue que tout reste encore à faire. Que les femmes doivent avoir la possibilité de s'exprimer librement dans les assemblées et qu'elles exercent des responsabilités. Tout ne doit pas dépendre des hasards de la vie, d'opportunités heureuses ou de concours de circonstances. La place des femmes en politique doit s'affirmer comme une nécessité pour nous tous. Une nécessité éthique, démocratique et philosophique. À cet égard, je mentionne qu'un récent rapport du Conseil de l'Europe a souligné qu'en matière de représentations des femmes dans la prise de décisions politiques et publiques, de graves inégalités persistent. À titre d'exemple, la proportion moyenne des femmes cheffes d'État et de gouvernement, cheffes de gouvernement régionaux et maires en Europe est inférieure à 17 %. Le constat est accablant. Voilà pourquoi, pour revenir à l'examen de l'ordre du jour de notre assemblée, j'estime que le fait qu'une femme puisse présider cette collectivité, est une avancée symbolique. On peut, en toute cohérence, le reconnaître. En précisant toutefois que si la place des femmes dans cette assemblée a indéniablement progressé, elle aura reculé à l'inverse au Sénat, hélas, puisqu'une femme y sera remplacée par un homme. Reconnaître en toute honnêteté le progrès que constitue l'élection d'une femme présidente ne retire rien cependant à nos divergences, cela va de soi. Nous sommes opposés à l'austérité qu'elle soit locale ou nationale, ou qu'elle soit menée par une femme ou un homme. D'autant plus que, justement, les politiques d'austérité aggravent la condition des femmes dans ce pays et qu'en l'occurrence, ceux qui les promeuvent ne rendent pas service à cette cause. Les récentes ordonnances en attestent. C'est d'ailleurs le cœur de nos actions et de nos expressions. Nous considérons qu'ici, dans cette assemblée, la question des besoins des populations et des territoires doit primer sur toute autre considération. Nous sommes des relais des besoins des populations, des communes et des cantons, donc, ce qui nous intéresse ce sont les politiques menées, pas les polémiques ponctuelles et stériles. Ce qui nous intéresse c'est la réponse donnée par notre collectivité à la désertification médicale ; la réponse donnée au manque de place en EHPAD ; la réponse donnée aux investissements routiers toujours nécessaires ; la réponse donnée aux familles précaires ; la réponse donnée aux inégalités territoriales ; la réponse donnée à la pauvreté ; la réponse donnée à l'isolement. Ce qui nous préoccupe c'est l'avenir de notre collectivité ; la menace de la métropolisation du territoire qui pèse activement sur les départements ; l'asphyxie organisée par l'austérité gouvernementale et ses baisses de dotations ; les conséquences du chômage sur les habitants et les familles de l'Oise ; les difficultés du service public, notamment hospitalier ; l'impossibilité de se loger pour de nombreux habitants, de trouver un médecin ; en somme, nous souhaitons évoquer, dans cette assemblée, la vie quotidienne des habitants du département. Quel que soit l'exécutif qui dirige notre collectivité, nous allons continuer à exercer en toute liberté notre devoir d'alerte, à éclairer les défis qui attendent notre département. C'est l'essentiel. Il n'y a rien de plus important : les populations, leurs besoins et leur avenir commun. C'est notre priorité. Par Hélène Balitout